

SOUDAN

Report du procès de la journaliste jugée pour avoir mis un pantalon

Le procès d'une journaliste soudanaise, passible de 40 coups de fouet pour avoir mis un pantalon, une tenue jugée «indécente», a été reporté au mardi 7 septembre.

Les centaines de personnes venues marquer leur soutien à Loubna Ahmed al-Hussein devant le tribunal ont été dispersées au gaz lacrymogène par la police, selon un correspondant de l'AFP.

Le juge a décidé d'ajourner l'audience afin de déterminer si M^{me} Hussein, qui écrit pour un journal soudanais mais travaille aussi à la section communication de la Mission de l'ONU au Soudan, bénéficie d'une immunité à ce titre, selon l'un des avocats de la jeune femme, Jalal al-Sayyed.

Le juge transmettra le dossier au ministère soudanais des Affaires étrangères avant la prochaine audience, fixée au 7 septembre.

La journaliste a indiqué à l'AFP avoir présenté sa démission de l'ONU pour que son procès suive son cours.

M^{me} Hussein a été arrêtée le 3 juillet dans un restaurant de Khartoum en même temps que 12 autres femmes pour «tenue indécente», alors qu'elle portait un pantalon large et une longue blouse.

Mais dans une contradiction apparente avec sa position, l'un des

avocats de la défense a affirmé devant la cour qu'elle bénéficiait toujours d'une immunité et a demandé au juge de ne pas tenir compte de la requête de M^{me} Hussein, selon M^{me} Sayyed.

La journaliste a déclaré lundi à l'AFP que son «principal objectif» était de «supprimer l'article 152», en vertu duquel elle est jugée.

«Cet article est contraire à la Constitution et à la charia», la loi islamique en vigueur dans le nord du Soudan depuis 1983.

«Si certains se réclament de la charia pour flageller les femmes en raison de ce qu'elles portent, qu'ils me montrent les sourates du Coran ou les hadith (paroles du prophète Mahomet, ndlr) qui le stipulent. Je ne



Loubna Ahmed al-Hussein.

Photo : DR

les ai pas trouvés», a lancé cette veuve d'une trentaine d'années.

La police a utilisé du gaz lacrymogène hier pour disperser des centaines de femmes et de partisans de l'opposition qui manifestaient devant la cour en solidarité avec Loubna al-Hussein, après qu'ils eurent tenté de bloquer une rue, selon un correspondant de l'AFP.

Une avocate de M^{me} Hussein, Manal Khawajali, a affirmé avoir été agressée par la police à sa sortie du tribunal et qu'elle allait porter plainte. A sa sortie, M^{me} Hussein a de nouveau affirmé vouloir être jugée.

«La cour n'aurait pas dû ajourner le procès», a-t-elle dit aux journalistes, qui n'ont pas pu assister à l'audience.

Dix des femmes arrêtées en même temps qu'elle avaient été convoquées ensuite par la police et fouettées dix fois chacune, selon M^{me}

Hussein. Parmi elles figurent des Soudanaises du Sud, majoritairement chrétien ou animiste, où la charia, ou loi islamique, n'est pas en vigueur.

La journaliste, qui porte la «tarha», ce grand foulard traditionnel soudanais recouvrant la tête et les épaules, s'est dite «prête à toutes les possibilités».

«Je n'ai absolument pas peur du verdict», a-t-elle déclaré à l'AFP. «Des dizaines de milliers de femmes et de jeunes filles ont été flagellées à cause de leurs vêtements ces vingt dernières années. Ce n'est pas rare au Soudan», selon elle.

«Simplement, aucune d'entre elles n'ose se plaindre, car qui croirait qu'elles ont été flagellées juste pour avoir mis un pantalon ?

Elles ont peur du scandale, des doutes sur leurs mœurs», a-t-elle affirmé.

NIGERIA

Un conseil du «prêche» pour encadrer les activités religieuses

Les gouverneurs des régions du nord du Nigeria ont annoncé la création d'un «conseil du prêche» chargé d'encadrer les

nominations de chefs religieux, à l'issue d'une réunion sur les violences entre une secte islamiste et l'armée qui ont fait au moins 878 morts en une semaine.

Dix-neuf gouverneurs des Etats septentrionaux, réunis

à Kaduna (nord), ont «décidé de constituer un conseil du prêche qui filtrera et validera les nominations des clergés musulman et chrétien», a déclaré lundi soir à la presse le gouverneur de l'Etat du Niger, Babangida Aliyu. «L'islam est synonyme de paix et nous ne laisserons pas un groupe mener des violences et des tueries en son nom», a-t-il ajouté, en

condamnant la secte islamiste Boko Haram, se réclamant des talibans d'Afghanistan, qui affronte l'armée depuis une semaine.

«Notre réunion condamne toutes les activités de la secte religieuse Boko Haram qui a provoqué le chaos dans les Etats de Borno, Bauchi, Yobe, Katsina et Kano», a déclaré M. Aliyu. Jusqu'à présent, des violences n'avaient

été rapportées que dans quatre régions (Bauchi, Kano, Yobe et Borno). Le nord du Nigeria s'est embrasé le 26 juillet lorsque des membres de la secte islamiste Boko Haram se sont heurtés aux forces de l'ordre en tentant de prendre d'assaut un poste de police dans l'Etat de Bauchi. Les heurts se sont rapidement étendus à d'autres régions du nord du

pays. La ville de Maiduguri, capitale de l'Etat de Borno et berceau de ces fondamentalistes, a notamment été le théâtre de sanglants affrontements.

La Croix-Rouge nigériane a, indiqué lundi, avoir ramassé un total de 780 cadavres dans les rues de Maiduguri.

Au total, les affrontements ont fait au moins 878 morts, selon la Croix-Rouge.

Un navire lituanien attaqué, 5 marins pris en otage

Un cargo lituanien a été attaqué au large du Nigeria et cinq de ses marins ont été pris en otage, a annoncé hier le ministère lituanien des Affaires étrangères.

Le cargo frigorifique *Saturnas* a été attaqué par des hommes armés non identifiés. Les ravisseurs ont emmené cinq marins de son équipage vers une destina-

tion inconnue, a précisé le ministère dans un communiqué.

«Les neuf autres membres d'équipage n'ont pas été blessés lors de l'at-

taque», selon cette même source.

Le navire appartient à la compagnie privée Limarko laivininkystes Kompanija. Tous les membres d'équipage sont de nationalité lituanienne.

«Le bateau et la marchandise n'ont pas été endommagés et les motifs

de la prise d'otage restent inconnus (...) L'attaque est récente. Elle a eu lieu dans la nuit de lundi à mardi. Je ne peux rien dire de plus, car nous n'avons pas plus d'informations», a déclaré le président de la compagnie Vytautas Lygnugaris, l'armateur, cité par l'agence de presse balte BNS.

Le mois dernier, des militants nigériens du principal groupe armé du sud pétrolière du Nigeria, le Mend, avaient relâché six marins étrangers du chimiquier *Sichem Peace*, capturés début juillet dans le delta du Niger, où se produisent le plus souvent ces enlèvements.

CORÉE DU NORD

Visite surprise de Bill Clinton à Pyongyang

L'ancien président américain Bill Clinton est arrivé hier à Pyongyang pour une visite surprise destinée à obtenir la libération de deux journalistes américaines, en pleine impasse sur le dossier nucléaire nord-coréen.

Le mari de la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a été accueilli à l'aéroport Sunan de Pyongyang par Yang Hyong Sop, vice-président du présidium de l'Assemblée suprême du peuple (parlement), et le vice-ministre des Affaires étrangères Kim Kye-gwan, a annoncé l'agence nord-coréenne KCNA. Des images télévisées ont montré un Bill Clinton en costume noir salué à sa descente de l'avion par les responsables nord-coréens et serrant la main d'une petite fille qui lui a remis un bouquet de fleurs.

Cette visite est liée à l'emprisonnement des deux journalistes américaines, a confirmé l'entourage de M^{me} Clinton. «Notre intérêt est l'issue heureuse de ce dossier et de confirmer le retour des deux journalistes saines et sauvées», a déclaré sous couvert

d'anonymat un membre de la délégation de M^{me} Clinton lors d'une escale à Rota (sud de l'Espagne) dans le cadre de sa tournée en Afrique. La Maison-Blanche a fait savoir qu'elle ne ferait «pas de commentaire» sur la visite de M. Clinton en Corée du Nord pour ne pas «risquer de compromettre» sa mission visant à obtenir la libération des deux femmes.

Il s'agit de la première visite d'une telle figure de la politique américaine dans le pays depuis celle de Madeleine Albright en 2000, secrétaire d'Etat de son cabinet.

«Dès son arrivée, il commencera à négocier avec la Corée du Nord pour la libération des journalistes», a affirmé l'agence sud-coréenne Yonhap, citant une source non spécifiée.

Selon Yonhap, citant des sources non spécifiées, M. Clinton devait rencontrer hier dans la soirée le numéro un du régime Kim Jong-il avant de repartir aujourd'hui.

Les deux journalistes de la chaîne de télévision Current TV, Laura Ling et Euna Lee, ont été arrêtées le 17

mars alors qu'elles venaient d'entrer — illégalement — en territoire nord-coréen depuis la Chine.

Elles ont été condamnées en juin à 12 ans de travaux forcés pour avoir franchi la frontière sans autorisation, pour «dénigrement» du régime et pour un «crime grave» dont les juges n'ont pas précisé la teneur.

Lors d'un entretien téléphonique, Laura Ling avait dit à sa sœur Lisa qu'elle reconnaissait avoir violé la loi nord-coréenne.

«Nous avons besoin de l'aide de notre gouvernement. Nous sommes désolées pour tout ce qui est arrivé, mais maintenant, nous avons besoin d'une médiation diplomatique», avait-elle ajouté.

Hillary Clinton avait indiqué le 10 juillet qu'elle espérait que la Corée du Nord accorderait l'amnistie aux deux journalistes.

Pyongyang et Washington mènent des «consultations actives» sur le sort des deux journalistes depuis quelques semaines, a indiqué une source sud-coréenne citée par l'agence Yonhap.

La visite surprise de Bill Clinton intervient en pleine impasse sur le dossier de dénucléarisation du régime nord-coréen, après l'essai nucléaire de Pyongyang du 25 mai et le tir de deux nouveaux missiles à courte portée, le 4 juillet, jour de la fête de l'indépendance américaine, dans un geste apparent de défi envers les sanctions internationales.

En réaction au deuxième après celui d'octobre 2006, l'ONU a décidé d'alourdir son régime de sanctions.

Pyongyang a réagi avec une extrême virulence menaçant de ne pas renoncer à ses ambitions atomiques. Le régime communiste s'était auparavant retiré des négociations multilatérales sur son programme d'armement nucléaire après une précédente condamnation en avril par l'ONU, pour un tir controversé d'une fusée balistique.

Cependant, le nouveau président Barack Obama, qui s'est dit en juin «extrêmement préoccupé» par la condamnation des deux journalistes, a refusé de lier leur sort au dossier nucléaire.

TUNISIE

Neuf nouveaux cas de grippe porcine détectés sur des voyageurs

Neuf cas de grippe porcine A(H1N1) ont été diagnostiqués en Tunisie sur des personnes arrivées du Canada, d'Espagne, de France, de Grande-Bretagne et du Mali, portant à 19 le nombre de cas recensés dans ce pays, a-t-on appris hier auprès du ministère de la Santé.

Les neuf nouveaux cas concernent des étrangers et des Tunisiens âgés de 19 à 52 ans rentrés fin juillet et début août, a indiqué à l'AFP Mongi Hamrouni, directeur des soins de santé de base au ministère de la Santé.

«Il s'agit de cinq Tunisiens et de quatre étrangers venant du Canada, d'Espagne, de France, de Grande-Bretagne et du Mali», a-t-il ajouté sans préciser la nationalité des étrangers.

«Tous les nouveaux cas sont sans gravité, ils ont été soumis à un traitement antiviral à domicile et se sont complètement rétablis», a ajouté le Dr Hamrouni, membre du comité national de veille et de surveillance.

Dix cas de grippe A(H1N1) avaient déjà été détectés en Tunisie, selon les autorités sanitaires depuis 22 juin.

La Tunisie a appliqué un plan antigrippe porcine dès l'apparition du virus au Mexique.

Les autorités sanitaires ont multiplié récemment les consignes de prévention après avoir suspendu les départs pour le petit pèlerinage (omra) à La Mecque accompli généralement durant le mois de Ramadan (22 août-19 septembre).

Concernant le pèlerinage du hadj, rassemblement annuel des musulmans prévu fin novembre, la Tunisie a durci les critères de sélection des candidats, limitant notamment l'âge des pèlerins à 65 ans.